

**Les défis économiques  
à long terme du Québec  
Perceptions et réalité**

**Conférence**

**Marcel Côté  
Secor**

**Congrès de l'ASDEQ  
15 mai 2008  
Gatineau**

Il est toujours flatteur de se faire inviter à présenter en début de Congrès, ses vues sur les perspectives et défis économiques à moyen terme du Québec, d'autant plus que les organisateurs précisent l'importance de distinguer entre les perceptions et la réalité. Mais je suis conscient qu'il s'agit d'un thème fréquemment labouré par les économistes du Québec. J'ai donc préparé cette conférence en analysant les propos et écrits sur le sujet de divers économistes et observateurs reconnus du Québec. Cet exercice m'a amené à relire quelques uns de mes propres textes, ne serait-ce que pour m'assurer que la réalité est venue à la rencontre de mes perceptions. Ceci m'a donné l'occasion de redécouvrir une conférence prononcée dans un contexte similaire à celui d'aujourd'hui, le congrès de 1988 du chapitre québécois de la Société canadienne de science économique. Intitulée Les conséquences économiques de l'insularité linguistique du Québec, cette conférence examinait les défis économiques à long terme du Québec sous le prisme de notre singularité linguistique.

Beaucoup de choses ont changé au Québec sur le front linguistique depuis vingt ans. Mais il reste une réalité immuable : le Québec est un îlot francophone intégré économiquement à un ensemble anglophone 50 fois plus gros. Analogiquement au concept de price-taker qui est le lot des petits pays en économie, le Québec doit internaliser les coûts de l'accommodation de sa réalité linguistique dans l'ensemble anglophone d'Amérique du Nord. D'importantes conséquences économiques structurelles en découlent. Je voudrais vous faire part de mes vues sur cette question, à la fois d'une perspective descriptive, quel en est l'impact, et d'une perspective normative, comment pouvons nous en profiter économiquement. J'insérerai dans un premier temps mes réflexions dans un cadre plus global, en passant en revue ce qu'on pourrait appeler le consensus des économistes sur les défis à moyen terme de l'économie du Québec. Dans un deuxième temps, je reprendrai la thèse que j'avais développée en 1988, la centralité de la singularité linguistique du Québec dans ces défis. En dernière partie, je proposerai des pistes pour une réflexion plus approfondie sur le rôle de la langue dans notre compréhension des défis économiques du Québec à moyen terme.

## **I- La performance économique du Québec**

Quel est le portrait des défis économiques à moyen terme du Québec que l'on peut dresser suite à une lecture des travaux d'un tri représentatif d'économistes québécois ? Le portrait s'inspirera fortement de la performance passée de l'économie du Québec, ce qui n'est pas surprenant, les facteurs structurants n'évoluant que très lentement. (Parmi les sources où j'ai libéralement puisé, je voudrais mentionner plus particulièrement les travaux de Pierre Fortin et Marcel Boyer, deux universitaires avec qui je collabore depuis de nombreuses années sur différents projets,<sup>1</sup> et deux livres plus grand public, soit L'Éloge de la richesse, d'Alain Dubuc, publié en 2006, et Si on s'y mettait, de Jacques Ménard et Denis Beaugard, publié en 2008.<sup>2</sup>)

La vision qui se dégage de cette lecture peut se résumer aux sept constats suivants.

- L'économie du Québec croît à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nord-américaine. De 1981 à 2006, soit une période de vingt cinq ans, le taux de croissance du PIB réel du Québec fut de 2,3%, contre 3,0% pour le reste du Canada. On ne détecte aucune tendance à un rétrécissement de l'écart de 0,7% ; en fait, s'il y a tendance, ce serait dans l'autre direction.
- Par contre, le niveau de vie moyen au Québec, mesuré par le PIB per capita, croît sensiblement au même rythme que la moyenne canadienne. Pendant cette même période de vingt cinq ans, le PIB réel par habitant au Québec a cru de 1,66% par année, contre 1,73% dans le reste du Canada. Compte tenu des variations régionales des niveaux de

prix, il pourrait y avoir eu un léger rattrapage du Québec. En fait, selon Pierre Fortin, le revenu personnel per capita du Québec ajusté pour le pouvoir d'achat est passé de 79% de celui de l'Ontario en 1961 à 92% aujourd'hui.

- C'est donc la croissance plus lente de la population québécoise, soit un peu plus de 0,7% par année, qui explique la baisse relative du PIB québécois. Ainsi, autant sur la population que le PIB, il y a une lente mais chronique diminution de notre poids dans l'ensemble canadien, la conséquence d'une croissance plus faible de la population.
- Au chapitre de l'emploi, la performance à long terme du Québec est meilleure, avec un rattrapage constant du taux de participation. L'écart du taux d'emploi moyen entre le Québec et l'Ontario, qui était de 8%% au début des années quatre vingt<sup>3</sup>, est passé à 2,6% en 2007.
- Compte tenu de cette performance du marché du travail, il n'est pas surprenant que sur un autre indicateur important, la productivité, le Québec ait une performance plutôt médiocre. De 1988 à 2006, la croissance de la productivité par heure travaillée fut de 1,23% par année au Québec contre 1,42% en Ontario et 1,78% aux Etats-Unis. Nous nous sommes rattrapé en travaillant plus.
- Les tendances québécoises s'appliquent aussi à Montréal (RMR), qui compte pour 54% du PIB et 47% de la population (3,6 M) du Québec<sup>4</sup>, en comparaison avec Toronto. Il y a stabilité dans l'écart de revenu per capita, mais Toronto accentue son poids économique par une croissance plus forte de sa population, qui est maintenant de 5,1 Millions. On remarque aussi un rétrécissement important de l'écart du taux de chômage, écart qui d'ailleurs fut même positif pour Montréal pendant quelques mois l'an dernier.

Lorsque la comparaison est étendue au-delà de l'Ontario, le portrait devient généralement plus sombre. Nous avons tous vu ces tableaux qui situent le Québec dans le dernier décile des provinces et états d'Amérique du Nord, et Montréal, au dernier rang des 25 plus grandes métropoles américaines pour le revenu per capita. De même, selon un classement récent, le Québec était en 2006 au 26<sup>ième</sup> rang mondial pour le revenu per capita, une chute du 18<sup>ième</sup> rang où il était en 1981<sup>5</sup>. En fait, il faut prendre ses comparaisons inter-pays avec prudence, le revenu moyen saisissant des réalités souvent peu comparables d'un pays à l'autre et les mesures de parité de pouvoir d'achat étant notoirement imprécise, autant entre pays qu'au sein des pays. Plusieurs observateurs soutiennent que le Canadien moyen, celui qui se situe à la médiane, a un niveau de vie supérieur à sa contrepartie américaine. Si tel est le cas, le Québécois médian se situerait au 45% centile sur cette échelle canadienne, bien au dessus du dernier décile nord américain.

La faible croissance de la population du Québec est due principalement à son faible taux de migration nette, soit un solde international et interprovincial net moyen de 28 580 de 2001 à 2006 inclusivement, alors qu'en Ontario, il est trois fois plus élevé, essentiellement à cause de l'immigration internationale. En fait, des 12 millions d'Ontariens recensés en 2006, près de 1,1 millions étaient des immigrants arrivés au Canada depuis 2001, soit 8,8% de la population. Au Québec, il n'était que de 303 000, soit 4,1% de la population. L'écart de 4,7% en cinq ans se traduit par 0,9% par année, plus que l'écart de la population. Si on se compare à l'Ontario, le défi de l'immigration internationale est plus important pour le Québec que l'éternel défi des migrations interprovinciales. De même, l'écart de fécondité est pour l'instant relativement moins important que l'écart des taux nets de migration.

Ce portrait de la croissance économique du Québec serait incomplet sans un point de vue sur les variations régionales à l'intérieur du Québec. Ce qui se dégage n'est pas surprenant. La croissance autant de la population que de l'activité économique se fait surtout dans le Québec

urbanisé. Plus spécifiquement, selon des calculs d'André Lemelin sur l'évolution de la distribution du PIB du Québec, elle se fait à Montréal (RMR) et autour de Montréal (régions administratives des Laurentides et de la Montérégie), et dans les régions métropolitaines de Québec, Gatineau et Sherbrooke. Ces territoires accueillent 73% de la population du Québec et augmentent lentement leur poids démographiques. L'analyse de la composition régionale du PIB du Québec indique que ces régions urbaines du cœur du Québec, produisent aujourd'hui 79% du PIB du Québec, contre 76.7 % du PIB du Québec en 2001<sup>6</sup>. Le reste du cœur du Québec, dont la Mauricie, la Beauce, le Bas du fleuve et les Bois Francs, piétine, alors que les régions ressources (Gaspésie, Bas du fleuve, Côte Nord, Ungava, Abitibi Témiscaminque et Saguenay-Lac-St-Jean) avec 11% de la population, sont en forte décroissance, et ce même avant que les impacts des restrictions des coupes forestières soient pleinement ressentis, avec une part du PIB québécois passant de 11,2% à 10% en dix ans.

L'économie de ce Québec urbain structuré autour de ces quatre agglomérations croît sensiblement sur une base per capita, au même rythme que la partie urbanisée de l'Ontario, et vraisemblablement à du Nord-est des Etats-Unis. L'économie y absorbe les technologies émergentes et les intègre dans la production. Nos gestionnaires et entrepreneurs performant aussi bien que leur pairs ailleurs en Amérique du Nord, et maintiennent leur position de marché. En somme, si ce n'était de la population, notre économie croîtrait au diapason de celle de l'est de l'Amérique du Nord, avec un niveau de vie légèrement sous la moyenne ontarienne.

Est-ce un tableau sombre ou souriant ? Si on s'en fit aux observateurs, et ce depuis au moins une vingtaine d'années, sinon plus, les choses vont relativement mal au Québec, où sévit une crise permanente, ou plutôt plusieurs crises.

Il y a d'abord une crise démographique, une crise plus à venir que réelle, alimentée par le double effet d'une fécondité trop basse et de la psychose des retraites anticipées des baby-boomers, qui saigneront le marché du travail. Le faible taux de d'immigration net contribue à l'amplifier, et le débat sur les accommodements raisonnables témoigne d'attitudes à changer si on veut recourir à cette soupape pour atténuer l'impact de la fécondité.

Par ailleurs, nous partageons avec le reste du Canada, une crise de productivité, dont les causes sont à la fois multiples et nébuleuses, entre autres, l'éducation, le taux d'investissement, particulièrement dans les TI, et spécifiquement pour le Québec, une fiscalité dysfonctionnelle et les rigidités du marché du travail. Toutefois, la hausse du taux de participation, a sûrement contribué à atténuer la croissance de la productivité au Québec. Par ailleurs, le Québec a toujours un problème structurel d'investissement, malgré la remontée récente. Nous investissons chroniquement proportionnellement moins que le dicterait notre part du PIB canadien, et ce depuis des générations. Avec une population qui croît plus lentement, une proportion plus faible s'explique, mais il y aurait lieu de mieux comprendre cet enjeu.

Il y a troisièmement la crise des finances publiques, et son complément, une fiscalité individuelle démotivante et surtout ne s'appliquant qu'à ce qui pourrait être bientôt une minorité des électeurs. La dette du secteur public québécois est estimée à 67%<sup>7</sup> du PIB, auquel on doit ajouter la dette fédérale, estimée pour sa part à 30%, ce qui situe le Québec mondialement parmi les juridictions relativement endettées. Quant à la fiscalité individuelle des classes moyennes et des biens nantis, elle est la plus élevée de toutes les provinces et états d'Amérique du Nord.

Enfin, la plupart des observateurs font état d'une crise d'immobilisme, un peu comme la France. Le retrait du projet du Casino et le cafouillage du CHUM en sont des symboles. Le Québec a soif des projets mobilisateurs, et ils deviennent de plus en plus difficile d'en enfanter. Malheureusement, il n'y a pas d'indicateurs internationaux sur ce facteur très québécois de performance économique. Ici comme ailleurs, des projets achoppent, faute de consensus politique. Sommes-nous soumis au Québec à plus de règles consensuelles que d'autres régions, ce qui donnerait à des minorités des droits de bocage de projets, qui ailleurs seraient acceptés? Notre insularité linguistique et le clivage politique qui y est associé ont-ils un effet à cet égard. J'y reviendrai. Car on ne peut invoquer un immobilisme sans en expliquer les causes.

Ces crises ne datent pas d'hier. En fait, la trajectoire de croissance qu'a connue le Québec depuis vingt cinq ans, s'est dessiné dans un contexte où ces « crises » étaient parmi nous. Ce sont aussi, à quelques nuances près, les grands enjeux économiques de demain au Québec : la démographie, la productivité, le déséquilibre structurel de nos finances publiques et la dynamique politique québécoise, avec ses obsessions et ses règles du jeu parfois paralysantes. Dans la mesure où ces enjeux sont ceux d'hier et seront ceux de demain, un scénario de continuité me semble l'hypothèse la plus probable pour la performance de l'économie québécoise.

On peut néanmoins imaginer d'autres scénarios, qui reposeraient sur des changements structurels dans l'ordre des choses, et qui réussiraient à infléchir la tendance structurelle. Est-ce réaliste? Examinons d'abord les priorités économiques du gouvernement actuel du Québec, dont le statut de minoritaire suggère qu'elles obtiennent un certain consensus au sein de la classe politique. Pourront-elles influencer la trajectoire historique? Ces priorités sont l'ouverture des marchés des biens et des personnes, prioritairement l'Union européenne, et en particulier la France, le Canada et en particulier l'Ontario, les grands projets, et en particulier ceux reliés à l'électricité et aux infrastructures, et enfin une gestion fiscale serrée, au sein duquel s'inscrivent les PPP comme nouvelle approche aux grands projets d'investissements publics. Il y a évidemment de nombreuses autres initiatives gouvernementales, allant de l'encouragement à la recherche aux aides fiscales en région, qui peuvent être qualifiées de mesures de bon gouvernement, et qui s'ajustent à tout un ensemble de mesures gouvernementales en continuité, qui vont du cadre fiscal au financement des universités. Je doute fortement que l'ensemble de ces initiatives soient suffisantes pour briser la continuité de notre trajectoire historique de croissance.

Néanmoins, je vous propose une autre hypothèse, une nouvelle approche à la gestion collective de notre singularité linguistique. À mon avis, il s'agit d'un levier collectif qui pourrait modifier substantiellement la performance structurelle de l'économie québécoise.

## **II – Les multiples impacts de notre singularité linguistique**

Il y a de nombreux petits pays qui ont leur propre identité linguistique, et qui sont intégrés dans un espace économique beaucoup plus grand. L'Union européenne en offre de nombreux cas. Mais la situation du Québec se distingue de ces pays. En effet, non seulement l'espace économique nord-américain est relativement bien intégré, plus que l'Europe, mais le Québec est le seul endroit d'Amérique du Nord où la langue commune est différente, avec son propre espace linguistique. Néanmoins, le Québec est aussi une région fortement intégrée de l'espace économique nord-américain, avec 2% du PIB. Cette intégration se manifeste non seulement

par les échanges de biens et services et le mouvement des personnes, mais aussi et surtout par les modèles d'affaires, les stratégies et l'organisation des entreprises, par l'organisation des marchés. On retrouve aussi, malgré les différences linguistique, d'importants échanges culturels.<sup>8</sup> Les cycles économiques sont aussi intégrés. Une analyse récente révèle que les cycles du Québec, de l'Ontario et de la Colombie Britannique sont plus corrélés à celui des Etats-Unis et entre eux qu'avec toute autre Province.<sup>9</sup>

Dans cet espace économique intégré, la spécificité linguistique du Québec génère deux effets initiaux d'interfaces, soit une mobilité différenciée des personnes, reliées à leur compétence linguistique et une polarisation des communications autour de passerelles où l'information change de langue. L'impact structurant de ces deux effets sur le tissu économique du Québec est majeur, suscitant de nombreuses adaptations<sup>10</sup>. À l'inverse de l'Europe, où il y a de nombreux îlots linguistiques, le Québec est le seul îlot d'Amérique du Nord, et la très grande majorité des adaptations se font au Québec, à l'encontre de l'Europe, où l'on s'organise pour faire face à un espace économique multilingue.

Les impacts liés à la mobilité vont bien au-delà de nos difficultés à attirer des immigrants et à atténuer l'émigration des jeunes anglophones. Par exemple, les réseaux des connaissances, amis et parents des Québécois francophones sont très concentrés au Québec, alors que toute autre chose étant égale, ceux des anglophones sont beaucoup plus étendus en Amérique du Nord. Un autre exemple que j'aime citer est le niveau de taxation individuelle beaucoup plus élevé au Québec, essentiellement parce que le Québécois a une propension beaucoup moindre à quitter sa région, même lorsqu'il est fortement taxé. D'ailleurs, cette acceptation de coûts plus élevés va bien au-delà des impôts. En fait, la langue constitue une barrière naturelle, derrière laquelle les Québécois francophones trouvent de nombreux avantages.

L'autre effet, la polarisation des communications lorsqu'elle change de langue, est un phénomène relativement peu étudié. Tout ce qui est information est diffusé au Québec principalement en français. Une forte partie de cette information vient d'Amérique du Nord et initialement, était codée en anglais. Le transfert s'est fait par des individus, en partie des traducteurs, mais surtout des personnes bilingues dans les entreprises qui dans leur travail quotidien, agissent entre autres, comme passerelles linguistiques. Mais la présence de ces passerelles, qui décode dans une langue et recode dans une autre langue, introduit des distorsions dans les communications, crée aussi des barrières et transforme le paysage informationnel. J'utilise le terme bulle linguistique pour définir l'univers francophone qui en résulte en Amérique du Nord. Cet univers est différencié au sein du bassin linguistique anglophone par un inévitable filtrage des communications, dans les deux sens, ce qui pousse la différenciation au-delà de la langue pour toucher aussi le contenu, ce qui se dit, ce qui s'écrit et ce qui se communique au sein de la bulle et hors de la bulle.

L'interaction de ces deux contraintes structurelles, mobilité et bulle linguistique, a des impacts majeurs sur l'économie du Québec, créant dans l'espace économique nord-américain, des avantages et désavantages économiques structurels. On peut l'illustrer avec quelques exemples liés Montréal, une ville qui est avec son 47% de la population, est aussi un bon reflet du Québec.

### **Montréal et son capital humain**

La langue à Montréal constitue une barrière à la sortie pour les francophones, et une barrière à l'entrée pour les anglophones. Dans les secteurs économiques où le capital humain joue un

rôle important, Montréal a des avantages comparatifs dans les secteurs où la main d'œuvre sous-jacent à ce capital humain est stable, et des désavantages dans ces secteurs où la mobilité interrégionale est importante. C'est ainsi que Montréal est une localisation importante pour les activités de production en manufacturing de pointe, tel l'aérospatiale et le développement de software, car elle offre une main d'œuvre hautement spécialisée très stable, justifiant des investissements publics et privés important dans sa formation, les fuites étant faibles. L'histoire en témoigne. Des entreprises comme CAE et Pratt & Whitney, préoccupées par leur dépendance sur les contrats du gouvernement fédéral, avaient agressivement cherché dans les années quatre-vingt à diversifier leurs activités de production hors du Québec, pour baisser leur dépendance sur leur usine québécoise. CAE a même déménagé son siège social à Toronto. Vingt ans plus tard, le cœur de ces entreprises est toujours à Montréal et les centres satellites installés ailleurs au Canada n'ont jamais vraiment décollé. La qualité de la main d'œuvre hautement spécialisée de Montréal a imposé sa logique de localisation.

Par contre, Montréal n'est pas une ville pour localiser des activités qui demandent des échanges continus de personnel avec le reste de l'Amérique ou un recrutement à l'échelle mondiale des meilleures têtes, telles celles du siège social d'une multi-nationale. Car il est difficile d'accueillir à Montréal des cadres intermédiaires pour des séjours de quelques années, dans le contexte d'une rotation normale dans les différents établissements de l'entreprise. D'ailleurs, les sièges sociaux qui sont situés à Montréal ont tendance à être dans des entreprises relativement décentralisées, RioTinto Alcan, Bombardier, CN et Power offrant des exemples frappants. Le secteur de la haute finance, qui recrute à l'échelle nord-américaine et où le taux de roulement est chroniquement élevé, est beaucoup plus à l'aise à Toronto qu'à Montréal. C'est ainsi que Montréal est devenu une ville de recherche et développement et que sa base économique se redéveloppe comme une ville de production et non pas comme un centre de transaction.

### **Montréal, ville créatrice.**

Les Québécois ne sont pas nécessairement plus créateurs que les Ontariens. Pourquoi alors, selon l'avis de nombreux observateurs, Montréal est devenu une ville hautement créatrice? Les nouvelles idées émergent souvent de la rencontre d'idées existantes. La bulle linguistique qui isole partiellement Montréal du flux de communications nord-américaines, qui sont en anglais, laisse plus de place aux communications venant d'ailleurs. Les changements dans le mixte de communications qui en résultent différencient beaucoup Montréal, en faisant une ville des plus cosmopolites, autant sinon plus que Toronto, même s'il y a près de 4 fois plus de gens nés à l'étranger y vivent. Les manifestations de ce cosmopolisme se voient partout, allant du nombre de congrès internationaux et de films étrangers projetés sur nos écrans, au fait que les immigrants allophones gardent plus longtemps leur langue maternelle à Montréal.

Il y a en somme confluence à Montréal d'idées venant d'Amérique du Nord et d'ailleurs, y favorisant la création. À cet égard, le Cirque du soleil, mariant l'expérience européenne des amuseurs publics avec l'entertainment nord-américain, est l'archétype de la création montréalaise, voire québécoise d'ailleurs. Évidemment, les secteurs créatifs sont aussi fortement encouragés au Québec par les investissements importants que l'on fait dans les arts et la culture, non pas que nous soyons nécessairement plus cultivés, mais parce que nous devons produire dans notre langue une proportion élevée de notre consommation culturelle, à cause de la bulle linguistique. Il en découle une très forte infrastructure de production culturelle, qui nous amène dans la musique des Arcade Fire et dans le cinéma, des tournages de films Hollywoodiens qui n'ont évidemment plus grand-chose à faire avec notre langue.

## **Montréal, ville tricotée serrée.**

La combinaison de la mobilité moindre des personnes et de la présence d'une bulle linguistique qui structure grandement le débat public, amène un tricotage très serré des élites socio-économiques du Québec et de Montréal en particulier. Non seulement y a-t-il proportionnellement plus de gens qui sont issus du terreau québécois, avec son gros lot d'expériences partagées, mais les acteurs se côtoient continuellement. Cette familiarité se transmet dans le débat public, particulièrement dans tout ce qui est décision collective. Le débat sur l'emplacement du CHUM en 2005, et la grogne qui persiste depuis au sein du milieu des affaires, sont typiques de ces querelles de famille qui caractérisent ces milieux tricotés serrés. Il y a aussi des bons côtés : cette familiarité favorise la concertation, reflétée entre autres par cet engouement au Québec pour les sommets et les états généraux de tout genre.

En fait, cette communication interne plus intense génère un capital social plus fort au Québec, ce qui explique vraisemblablement pourquoi nous sommes un peu plus à gauche politiquement au Québec, que dans le reste du Canada. À la limite, ce capital social normalise sociologiquement le « nous » des nationalistes. Évidemment, un biais vers les solutions collectives a d'importantes conséquences économiques, car il donne plus de pouvoir à la classe politique plutôt qu'au marché

Il y a plusieurs autres manifestations des impacts de notre singularité linguistique, mais le point n'est pas dans faire une liste exhaustive, mais plutôt d'en reconnaître l'existence. Jusqu'à maintenant, son existence n'a que très peu influencé nos politiques économiques, sauf dans un contexte de politiques nationalistes visant la promotion des droits des Canadiens français et la promotion du français comme langue commune.

## **La situation du français**

Il y a quelques mois, avant même la publication des résultats du recensement de 2006, un débat s'est élevé au Québec sur la marginalisation progressive du français sur l'île de Montréal. Les données du recensement sont venues clarifier la question. En fait, il y a de plus en plus d'allophones sur l'île, mais le français y est aussi plus présent comme langue commune. Mais le débat a illustré la volatilité politique de tout ce qui touche à la langue au Québec. Il est bon à cet égard de faire le point sur cette situation.

Les travaux de François Vaillancourt, qui étudie depuis plus de trente ans le progrès socio-économique des francophones du Québec, indiquent que les objectifs de francophonisation de l'économie québécoise que visaient nos lois linguistiques des années soixante et soixante dix sont largement atteints. La propriété des entreprises au Québec en reflète maintenant la composition démographique. La valeur élevée du français sur le marché du travail témoigne du fait que dans l'entreprise, l'usage du français est généralisé, particulièrement pour les communications verbales, (ce qui n'empêche pas des anglophones de se parler entre eux en anglais, et qu'il y ait des entreprises dirigées par des anglophones). La maîtrise de l'anglais demeure évidemment un atout important sur le marché du travail, particulièrement pour l'écrit, dont beaucoup est en anglais. Il y a sûrement lieu de promouvoir le bilinguisme, mais d'abord et avant tout, c'est la connaissance du français qui est essentielle pour réussir au Québec.



La question du statut du français comme langue commune continue de faire l'objet de débat, relié à la plus grande propension des immigrants allophones d'apprendre et utiliser l'anglais. Comme ces immigrants sont concentrés sur l'île de Montréal, le débat politique s'est rapidement déplacé vers le danger de son anglicisation progressive. Nonobstant le côté sociologiquement artificiel de l'isolation de l'île de Montréal comme entité d'analyse, il est fort peu probable que le français y perde son statut de langue commune. L'anglais a perdu son pouvoir d'attraction comme langue commune, à cause du poids de la majorité francophone. Il ne reste plus à Montréal d'institutions significatives qui s'adressent à l'ensemble de la collectivité qui ne soient pas francisés, et cela va d'organismes culturels comme l'OSM et les grands musées aux organisations caritatives et mêmes aux clubs privés.

Évidemment, tant que nous accepterons qu'il y aura à Montréal une communauté anglophone authentique, elle aura ses institutions, ses quartiers, ses commerces et il y aura évidemment des points de rencontres linguistiques et de la friction que des Cassandres voudront exploiter politiquement. Mais tant que la mobilité interrégionale par groupe linguistique sera ce qu'elle est, et je ne vois pas pourquoi cela changerait significativement, il n'y a aucune possibilité d'anglicisation de Montréal. Les défis linguistiques d'aujourd'hui de Montréal et du Québec sont tout autres que ceux que visait les lois linguistique d'il y a quarante ans: ils ont trait à la qualité du français, au bilinguisme des francophones et à l'attrait du Québec pour des immigrants. Ces deux derniers défis s'inscrivent d'ailleurs dans une problématique plus grande de gestion de la croissance de l'économie.

### **III- Tirer profit de notre singularité linguistique**

La singularité linguistique du Québec n'est qu'un élément parmi d'autres qui caractérisent son économie, avec des avantages et des désavantages. Une vision volontariste de ses perspectives ne peut en faire abstraction. Je voudrais proposer dans cette troisième partie de mon exposé, certaines pistes de réflexion à cet égard.

La première piste a trait à la performance du Québec en matière d'immigration et de l'imbrication du dossier linguistique dans cette question. Pour maintenir sa place dans l'ensemble canadien, ce que je crois être un objectif important, le Québec doit viser un taux d'immigration beaucoup plus élevé. De 2001 à 2006, le Québec a eu le même taux de croissance de sa population domestique que le reste du Canada, soit 1,8%. Par contre, les nouveaux immigrants ont contribué 2,6% à la croissance de la population au Québec, contre 3,9% dans le reste du Canada. Un tel écart, qui persiste depuis plusieurs générations, est la principale cause de la croissance plus faible du PIB du Québec et de la marginalisation de notre poids dans l'ensemble économique canadien, et dirais-je, nord-américain. L'écart est encore plus visible dans la comparaison entre Montréal et Toronto. Les nouveaux immigrants (2001 – 2006) totalisaient en 2006, 448 000 personnes à Toronto, soit 8,8% de la population, et seulement 165 000 à Montréal, soit 4,6% de la population.

Peut-on changer cette trajectoire ? Le taux d'immigration au Québec aujourd'hui est déjà 50% plus élevé que celui de 1995-2000. Peut-on hausser encore plus ce taux ? Il faut regarder autant du côté de l'offre, ce que nous voulons, que de la demande, ce que pensent du Québec les immigrants potentiels. Le Québec dépense actuellement près de 300 millions \$ par année pour l'immigration, ou près de 7 000 \$ par immigrant reçu, ce qui est plus que l'Ontario et que la Colombie Britannique. Mais cet effort supplémentaire ne se traduit pas par un niveau plus élevé d'immigration, ni par une immigration de meilleure qualité.<sup>11</sup> Il est clair qu'il est plus difficile d'intéresser les immigrants à venir s'établir au Québec qu'en Ontario ou en

Colombie Britannique. Il faudrait mieux comprendre leurs réticences, qui semblent être de deux ordres, liés d'une part aux perspectives économiques moins bonnes au Québec, et d'autre part, à la singularité linguistique du Québec, alors que ces gens recherchent la mobilité nord-américaine qu'offre l'anglais.

D'aucuns se demanderont aussi si l'économie du Québec et celle de Montréal en particulier serait en mesure d'absorber cette main d'œuvre additionnelle. La population active de Montréal est de 2 millions, celle du Québec, d'un peu plus de 4 millions. Le taux d'emploi frise actuellement des niveaux record. Une politique d'immigration plus agressive pourrait amener quelques 20 000 travailleurs de plus par année. S'il y a un moment pour expérimenter à cet égard, c'est sûrement aujourd'hui. Tout surplus se traduira d'ailleurs par un ajustement, soit plus d'émigration interprovinciale, soit une baisse de l'immigration l'année suivante. (Toutefois, le mythe que le Québec perd beaucoup de ses immigrants est faux : nous conservons la grande majorité des immigrants que nous accueillons.)

Le débat sur les accommodements raisonnables soulève toutefois la question de l'acceptabilité politique d'une hausse du niveau d'immigration et la volonté d'accueil des Québécois. Ceci est étroitement lié au clivage Montréal/Province, car plus de 90% des immigrants s'installent à Montréal. De 2001 à 2006, environ 18 000 immigrants seulement se sont établis au Québec hors Montréal. Cette préférence marquée pour Montréal ne semble pas être due aux conditions économiques. La ville de Québec, qui bénéficiait du plus bas taux de chômage de la Province, n'a accueilli que 8 000 émigrants entre 2001 et 2006, soit 1,2% de sa population, quatre fois moins qu'à Montréal, après ajustement pour la population. Se pourrait-il aussi que la sous-performance de Montréal par rapport à Toronto, du simple ou double, soit aussi due aux conditions d'accueil ?

L'intensification de l'immigration à Montréal pourrait enfin y relancer le débat linguistique, car les comportements des immigrants constituent la principale source de critiques des Cassandres linguistiques. C'est ce qui m'amène à penser que toute intensification de l'immigration exigera une meilleure gestion de notre politique linguistique.

La deuxième piste à explorer est lié au capital humain, qui est au cœur de la question de la productivité et donc de la question de la croissance per capita de notre économie. Nous devons attaquer au Québec un paradoxe assez inquiétant quant au développement du capital humain. Les travaux de Polèse et Sheamur indiquent clairement que Montréal ne tire pas profit de ses investissements en éducation.<sup>12</sup> Bien que Montréal se classe parmi les meilleurs en Amérique du Nord (dans les trois premières villes) pour la « production » de diplômés universitaires, autant du premier cycle que des cycles avancées, Montréal affiche encore un taux relativement faible de diplômés dans sa population, et ce malgré un rattrapage significatif depuis 1991. Montréal ne souffre pas d'exode de cerveaux, font remarquer Polèse et Sheamur. Mais contrairement à des villes comme Toronto et Calgary, Montréal n'attire pas plus de diplômés universitaires qu'il n'en perd. En somme Montréal, ville universitaire par excellence en Amérique du Nord, affiche paradoxalement une carence pour attirer et retenir les diplômés universitaires, qui s'expliqueraient selon les chercheurs, en partie par le manque de dynamisme de l'économie et en partie par notre difficulté à attirer et retenir des diplômés anglophones. Le défi du capital humain de Montréal, et par extension du Québec, n'est plus d'augmenter les investissements dans l'éducation universitaire, mais porterait plutôt sur l'utilisation et la rétention des diplômés universitaires, dont la mobilité interrégionale est très élevé en début de carrière et qui diminue une fois qu'ils auront « planté racine ».

Il serait aussi simpliste de soutenir que le phénomène se résume aux diplômés anglophones des universités McGill et Concordia et aux diplômés étrangers. Bien que nous n'ayons pas d'études détaillées par université, on peut argumenter que la faible attractivité de Montréal pour les diplômés anglophones et pour les diplômés étrangers, si c'est le cas, devrait aussi s'observer, à un degré moindre chez les francophones, particulièrement ceux dont les compétences sont les plus universelles. Esquiver la question en niant l'existence du problème chez les francophones serait de jouer à l'autruche.

Comment rendre le Québec, et Montréal en particulier, plus intéressants pour les jeunes diplômés, et particulièrement, pour les plus doués, qui affichent une plus grande mobilité et plus d'ambitions. La bulle linguistique a tendance à tourner le Québec vers soi, à fermer implicitement les horizons pour concentrer les débats sur notre îlot linguistique. Comment peut-on contrer cet effet. Voici trois avenues à explorer.

- Pousser plus l'internationalisation de Montréal, une voie naturelle de diversification
- Normaliser nos rapports et nos attitudes avec l'anglais, langue de l'Amérique du Nord, et non plus seulement langue des Plaines d'Abraham
- Faire un effort spécial pour augmenter la rétention des jeunes diplômés anglophones et étrangers, qui sont pour la plupart bilingues, et des qui à juste titre, peuvent souvent penser que le Québec n'est pas un pays pour eux.

Si l'on croit que le capital humain est important, on ne peut éviter de traiter ce paradoxe. Montréal est l'un des meilleurs producteurs de diplômés universitaires en Amérique du Nord, en termes de quantité et de qualité. Il est par contre un moins bons utilisateur de ces diplômés.

Troisième piste, liée à l'impact de la langue sur le mixte industriel de Montréal, et le fait que notre caractère francophone ne fait pas de Montréal une bonne localisation pour des centres de décisions nord-américains et pour tout le secteur de la finance, des activités qui misent sur une mobilité très forte d'un personnel hautement qualifié. Montréal réussit bien dans la recherche et dans le développement, et en manufacturing avancé, parce que la mobilité prend une importance secondaire sur la stabilité. Mais en contre partie, Montréal ne sera pas une ville de transactions, et donc par extension, de pouvoir. Ce n'est pas que ne puisse pas travailler en anglais à Montréal. Mais le choix d'être une ville francophone en Amérique limitera toujours les opportunités d'emplois pour les conjoints. La fiscalité élevée et l'importance de connaître le français pour profiter pleinement des attraits de la ville constituent d'autres désavantages pour les personnes à haute mobilité. Même les sièges sociaux des entreprises montréalaises d'envergure internationale ont tendance à déplacer hors du Québec des postes hautement stratégiques, pour contourner ces désavantages.<sup>13</sup> Le gouvernement du Québec a un programme pour travailleurs stratégiques, qui allège le fardeau fiscal. Mais je doute qu'on puisse lui donner l'étendue nécessaire pour avoir un impact significatif. Y a-t-il d'autres mesures qui pourraient atténuer ce problème de barrières implicites pour les travailleurs anglophones nord-américains. C'est sûrement une avenue de réflexion qu'il faudrait explorer avant de rêver à rebâtir au Québec un secteur vigoureux de sièges sociaux et une industrie de la transaction.

Dernière piste de réflexion, le soi-disant immobilisme québécois, qui pourrait être en partie le pendant du capital social élevé que nous avons développé par l'intensité de nos interrelations et communications au sein de la bulle québécoise. Sommes-nous porter à rechercher plus souvent qu'ailleurs l'unanimité au Québec et donnons-nous à des groupes minoritaires bien organisés, des droits de vetos, par rapport à ce que nous pourrions appeler la norme nord-

américaine ? Je laisserai aux sociologues le soin de répondre à ces questions. Mais dans cette même veine, je me permettrai d'aborder la question des rapports entre Montréal et le reste du Québec. Les différences sociopolitiques entre la RMR de Montréal et le reste du Québec sont majeures. La structure industrielle est très différente. La composition identitaire l'est aussi. Hors Montréal, 94% de la population est francophone (utilisant le français à la maison) et 97% est née au Canada. Dans la RMR de Montréal, 30% des habitants ne sont pas francophones et 21% sont nés hors du Canada, selon le recensement de 2006. L'expérience de vie et l'ouverture sur l'Amérique du Nord sont donc très différentes. Ceci donne un clivage politique naturel très fort, qui est exploité par les partis politiques depuis maintenant 70 ans. En particulier, les nationalistes de la région de Montréal trouvent facilement des alliés dans le reste du Québec, précipitant un alignement miroir chez les opposants. Ceci nous donne une fausse opposition entre nationalisme et économique, et d'énormes biais dans la prise de décision. Le grand Montréal est perdant dans cette structure politique. Un exemple parmi d'autres, le cafouillage des nouveaux hôpitaux. Non seulement le CHUM sera-t-il érigé au centre-ville, où les élites locales en forte majorité ne le voulaient pas, mais on ne peut amener la communauté francophone à y contribuer financièrement, et on attend pour donner le coup d'envoi à la construction de l'hôpital anglophone, de peur de froisser les francophones. Et tout ce débat porte sur la priorité politique #1 au Québec, la santé et implique les plus gros investissements de la décennie à Montréal. Et on dit que la langue n'a pas d'influence sur ce qui se passe !

#### **IV- Conclusions**

Le Québec continuera d'affirmer son caractère francophone dans les décennies à venir. Mais il est aussi fort probable que nous continuerons aussi d'affirmer notre nord-américanité et qu'économiquement, l'intégration économique du Québec dans le tout nord-américain ne diminuera pas. La langue continuera donc d'imposer ses effets subtils mais profonds sur les mouvements des personnes et les flux de communications. Le Québec devra comme aujourd'hui supporter les coûts de ces impacts. Il serait important que nous apprenions à mieux les connaître et à éventuellement à mieux en gérer les conséquences économiques. À cet égard, j'ai abordé quatre pistes qui me semblaient particulièrement riches en termes de potentiel économique, mais qui voulaient aussi éveiller votre intérêt.

La performance économique structurelle du Québec inquiète les analystes qui l'ont étudié. Mais en bout de piste, nos difficultés à attirer au Québec un nombre suffisant d'immigrants pour maintenir notre poids démographique dans l'ensemble nord-américain peuvent expliquer les carences dans la croissance du PIB. Sans en connaître la portée, on peut croire que notre singularité linguistique contribue à notre difficulté de hausser ce niveau d'immigration.

Par ailleurs, la croissance économique per capita du Québec est relativement semblable à celle de l'Ontario, et jusqu'au dernier boom des matières premières, à celle du Canada. Pourrions-nous faire mieux ? Nous investissons beaucoup dans l'éducation. Mais nous exploitons pleinement ces investissements. En fait, il ne semble pas y avoir eu un compte tenu de l'importance des investissements publics en éducation supérieure, il y aurait lieu d'approfondir la réflexion sur cette question.

Montréal compte pour près de la moitié du PIB du Québec. Encore aujourd'hui, la métropole a de la difficulté à jouer son rôle de moteur sur l'économie du Québec, ce qui se remarque d'ailleurs dans des taux de chômage chroniquement élevé pour une métropole, relativement à ce qu'on observe ailleurs au Québec. Une région dont la métropole n'est pas motrice est mal

en point économiquement. Il y a lieu de se pencher sur l'optimisation de l'économie de Montréal dans le cadre de son défi collectif d'être une ville francophone en Amérique du Nord, ce qui n'est pas banal.

Enfin, autant par sa taille que par la présence d'une minorité anglophone importante et son attrait auprès des immigrants, Montréal est différente et sera toujours différente du reste du Québec. Mais la dynamique politique québécoise qui en résulte ne semble pas bien servir Montréal, malgré son incontestable poids économique et politique et son rôle de vivier des leaders du Québec sur tous les plans. La singularité linguistique du Québec se traduit par un haut niveau de capital social, ce qui semble être bon pour notre bonheur collectif, si l'on se fie aux travaux sur le sujet. Mais y a-t-il en contre partie des effets pervers qui viendra mettre du sable dans les engrenages des décisions économiques à portée collective. Il faudrait y réfléchir.

Les analyses prospectives usuelles sur l'économie du Québec traitent, au chapitre des recommandations, de productivité, de capital humain, d'investissements, de recherche et développement. Mais nous sommes comme des poissons dans l'eau, et oublions trop souvent la réalité linguistique dans laquelle nous baignons, et qui nous distingue de nos partenaires économiques. Il est à souhaiter que les économistes du Québec penseront plus à la langue et à ses effets structurels sur l'économie québécoise.

<sup>1</sup> Parmi les documents consultés de Pierre Fortin, il y a le rapport du Groupe de travail sur l'investissement des entreprises qu'il présidait, Gouvernement du Québec, L'investissement au Québec : on est pour, Mars 2008, disponible sur le site du Ministère des Finances. Les positions de Marcel Boyer sont présentées dans Boyer, Marcel, La performance économique du Québec : constats et défis, Cirano, Mai 2007.

<sup>2</sup> Dubuc, Alain, Éloge de la richesse, Les éditions Voix Parallèles, Montréal, 2006 ; Ménard, Jacques, avec Beauregard, Denis, Si on s'y mettait..., Les Éditions Transcontinental, Montréal, 2008.

<sup>3</sup> La moyenne de 1980, 1981 et 1982 est de 7,9%

<sup>4</sup> Lemelin, André, Montréal dans l'économie du Québec, INRS, Avril 2008

<sup>5</sup> Gouvernement du Québec, *ibid*, p. 19.

<sup>6</sup> Lemelin, *ibid*.

<sup>7</sup> Boyer, Marcel, La performance économique du Québec : constats et défis, Cirano, Mai 2007

<sup>8</sup> Pour la dimension économique, voir Beine, Michel et Coulombe, Serge, Regional Perspectives on Dollarization in Canada, Journal of Regional Science, Vol. 43, no. 3, 2003, pp.541 – 569. L'intégration quant aux modèles d'affaires et aux stratégies des entreprises n'est pas documentée dans la littérature, mais quiconque est familier avec le monde de l'entreprise au Québec constate que cette intégration est très poussée. L'intégration culturelle se remarque dans les livres, le cinéma, la télévision et la mode.

<sup>9</sup> Beine & Coulombe, *ibid*

<sup>10</sup> Voir Côté, Marcel, Les conséquences économiques de l'insularité linguistique du Québec, L'Actualité économique, Vol. 64, No. 3, Septembre 1988, pp. 442-460.

<sup>11</sup> Voir le tableau 3 dans Coulombe, Serge et Tremblay, Jean-François, Migration and skills disparities across Canadian provinces, Regional Studies, 2008, pp. 1-14. Quantitativement, le Québec attire le tiers de l'Ontario et de la Colombie Britannique, ajusté per capital, et moins que l'Alberta et le Manitoba, sur la même base. Qualitativement, le Québec est dans la moyenne canadienne quant au niveau global de « literacy ».

<sup>12</sup> Polèse, Mario, Shearmur, Richard, en collaboration avec Chénard, Philippe, La production, l'attraction et la rétention des diplômés universitaires, INRS-UCS, Montréal, juin 2005

<sup>13</sup> Cette affirmation est basée sur les observations de l'auteur au sein de Secor, une firme de consultants qui est très active auprès des entreprises ayant leur siège social à Montréal.